

## **AGRICULTURE PAYSANNE, AGRICULTURE FAMILIALE MODERNE**

### **Agricultures capitalistes ou agricultures dans le capitalisme**

### **Convergences et différences**

**1.** L'agriculture familiale moderne, dominante en Europe occidentale et aux Etats-Unis, a largement démontré sa supériorité par rapport à d'autres formes de la production agricole. La production par travailleur/an qui la caractérise (l'équivalent de 1.000 à 2.000 tonnes de céréales) n'a pas d'équivalent, et a permis à un segment minime de la population active (de l'ordre de 5 %) de nourrir richement le pays en entier et même de dégager des excédents exportables. L'agriculture familiale moderne a par ailleurs démontré une capacité d'absorption des innovations exceptionnelle (il n'y a pas ici de « comportements conservateurs traditionnels » qui tiennent) et beaucoup de souplesse d'adaptation à l'évolution de la demande.

Cette agriculture ne partage pas avec le capitalisme ce qui constitue la spécificité par excellence de son mode d'organisation majeur du travail. Dans « l'usine, l'importance du collectif des travailleurs permet une division du travail poussée, qui est elle-même à l'origine du bond en avant de la productivité. Dans l'entreprise agricole familiale ce collectif se réduit pour l'essentiel à un ou deux individus (le fermier ou le couple de fermiers), parfois assisté de un, deux ou trois associés ou ouvriers permanents (notamment dans les entreprises laitières), mais aussi dans certains cas d'un plus grand nombre de saisonniers (notamment pour la récolte des fruits et légumes). Aucune division du travail fixée définitivement n'est généralement pratiquée et les tâches sont polyvalentes et variables. Dans ce sens M. Mazoyer a raison de dire que cette agriculture familiale n'est pas capitaliste.

**2.** Certes cette forme d'agriculture n'est pas exclusive dans le monde capitaliste moderne. Il existe parfois des grandes entreprises de l'agrobusiness (comme par exemple pour la production « en usine » de poulets ...), parfois de « grandes propriétés » employant un nombre élevé de salariés (quand ces propriétés ne sont pas concédées en fermage à des agriculteurs familiaux) – ce fut le cas dans les terres de la colonisation en général, encore le cas en Afrique du Sud (cette forme de latifundia ayant été abolie par la réforme agraire du Zimbabwe). On en trouve des formes diverses en Amérique latine, peu « modernisées » ici, fort « modernisées » (c'est-à-dire mécanisées) là, comme dans le Cône Sud. Il reste que l'agriculture familiale est dominante en Europe et aux Etats-Unis.

Les formes de l'agriculture « familiale » dominantes en Asie, en Afrique et dans certaines régions de l'Amérique latine sont différentes (« traditionnelles » n'étant pas le qualificatif qui convient le plus souvent) et n'ont pas du tout la même efficacité (la production par travailleur/an varie de une à 200 tonnes d'équivalent céréales). Il s'agit d'agricultures paysannes qu'il faudra donc soigneusement distinguer de l'agriculture familiale moderne.

Les expériences du « socialisme réellement existant » avaient mis en place des formes « industrielles » de la production agricole. Le « marxisme » à l'origine de cette option était celui de Karl Kautsky qui, à la fin du XIXe siècle, avait « prédit » non la modernisation de l'entreprise agricole familiale (son équipement et sa spécialisation) mais sa disparition au profit de grandes unités de production à l'image de l'usine, censées bénéficier des avantages d'une division interne du travail poussée. Cette prédiction ne s'est pas matérialisée en Europe et aux Etats-Unis. Mais par contre on a cru au mythe qu'elle véhiculait en Union Soviétique, en Europe de l'Est (avec quelques nuances), en Chine et au Vietnam (dans des modalités

propres à ces pays), et un moment à Cuba. Indépendamment d'autres raisons qui ont agi dans le sens de l'échec de ces expériences (la gestion bureaucratique, l'articulation sur une mauvaise planification macro-économique, la dilution des responsabilités faute de démocratie etc.), celui-ci doit être d'abord rapporté à l'erreur de jugement concernant les avantages de la division du travail et de la spécialisation, extrapolé sans justification de certaines formes de l'industrie à d'autres champs de la production et de l'activité sociale.

On remarquera que si l'échec est ici désormais reconnu, il n'en est pas de même pour ce qui est des formes de l'agriculture capitaliste de régions de l'Amérique latine ou de l'Afrique australe mentionnées plus haut. Pourtant l'échec est ici aussi patent en dépit de la rentabilité et de la compétitivité de ces formes latifundiaires modernisées. Car cette rentabilité est obtenue par un effroyable gaspillage écologique (destructions irréversibles de potentiels productifs et de terres arables) et social (salaires de misère).

**3.** Bien que « non capitaliste » au sens précisé ici, l'agriculture familiale moderne constitue un segment indissociable de l'économie capitaliste dans laquelle elle est totalement intégrée.

Cette intégration se manifeste sur tous les plans de la réalité sociale :

(i) dans l'entreprise agricole familiale l'auto consommation ne compte plus ; l'entreprise tire l'intégralité de sa légitimité de sa production pour le marché. La logique qui commande donc les options de production n'est plus celle qui caractérisait les agricultures paysannes d'hier (analysées par Chayanov) ou d'aujourd'hui (dans les pays du tiers monde contemporain).

(ii) l'efficacité de l'entreprise familiale tient à son équipement moderne (et adapté bien sûr). Cette agriculture concentre comme on le sait 90 % des tracteurs et autres équipements. Cet équipement, qui est « acheté » (fut-ce à crédit) par les agriculteurs en question, est donc leur « propriété ». Dans la logique du capitalisme, comme l'économie conventionnelle en fait la présentation, l'agriculteur est à la fois un travailleur et un capitaliste et son revenu devrait correspondre à la somme du salaire de son travail et du profit tiré de sa propriété du capital mis en œuvre.

Comme on le sait, il n'en est rien. Les revenus nets des agriculteurs en question sont comparables aux salaires moyens gagnés dans l'industrie de leur pays. Les politiques nationales d'intervention et de régulation mises en œuvre justement en Europe et aux Etats-Unis où domine cette forme de l'agriculture, ont pour objectif proclamé d'assurer (à travers des systèmes de subventions) l'égalité revenus des « paysans » /revenus des « ouvriers ». Les profits du capital mis en œuvre par les agriculteurs sont donc ici captés par les segments du capitalisme industriel et financier situés en amont. Il en est ainsi tout simplement parce que le capitaliste réellement existant n'a jamais été celui décrit par l'économie conventionnelle, mais a toujours fonctionné comme Marx (puis Braudel) l'ont analysé, c'est-à-dire au bénéfice des segments dominants lorsque propriété et pouvoir deviennent indissociables.

Tous ces faits et ces mécanismes sont parfaitement connus et ont été magistralement analysés, en termes empiriques et dans leur portée théorique, au cours des années 1960-1970, notamment par une pléiade d'économistes, de sociologues et de ruralistes français. J'ai pris la mesure de l'importance de ces rapports dès l'époque. Nous avons (moi-même et des équipes du Forum du Tiers Monde) utilisé les principes de la méthode radicalement novatrice en question aux conditions concrètes de l'agriculture en Afrique (voir notamment Lamine Gakou, préface de Samir Amin).

(iii) dans l'agriculture familiale de l'Europe et des Etats-Unis le composant que la rente foncière représente lui-même censée constituer dans l'économie conventionnelle la rémunération de la productivité de la terre, ne se retrouve pas dans la rémunération du fermier-propriétaire, ou du propriétaire (quand ce n'est pas le fermier). Le modèle français « d'anesthésie du propriétaire » est ici fort éclairant, les droits de l'exploitant ayant acquis dans la législation la priorité sur ceux du propriétaire. Aux Etats-Unis, où le « respect de la propriété » est toujours bénéficiaire de la priorité absolue, le même résultat est obtenu en contraignant de facto la presque totalité des entreprises familiales à être propriétaires des terres qu'elles exploitent. La rente de propriété de principe disparaît alors de la rémunération des fermiers.

L'efficacité de l'agriculture familiale en question tient également au fait qu'elle exploite (en propriétaire ou pas) des superficies adéquates de bonnes terres : ni trop petites, ni inutilement grandes. La surface exploitée qui correspond, pour chaque étape du développement des moyens mécanisés, à ce que peut travailler un fermier seul (ou un petit collectif familial), s'est graduellement élargie comme M. Mazoyer l'a parfaitement montré (dans les faits) et démontré (comme exigence d'efficacité). Il fallait pour y parvenir, que soient réunies des circonstances exceptionnelles : sociales comme les enclosures qui ont renforcé la solidité de la propriété privée, la concurrence qui a permis sa concentration, l'industrialisation et l'émigration vers les Amériques qui ont permis l'absorption de l'excédent de ruraux, mais aussi naturelles (bonnes terres, pluviométrie adéquate).

Les coûts du maintien de la valeur productive des terres en question sont souvent pris en compte dans ce modèle d'économie familiale qui échappe à la vision courte du temps propre au capitalisme, parfois même ceux de son amélioration à long terme (mais on connaît aussi des situations de dégradation écologique). Ces coûts se retrouvent dans les prix (sortie ferme), mais jamais dans les revenus du fermier. Ici encore Marx et Braudel ont raison, pas l'économie conventionnelle qui ignore la réalité et lui substitue l'étude d'un capitalisme imaginaire, dit de « marchés généralisés ».

(iv) le contrôle de la production agricole opère également en aval par celui du commerce moderne (notamment des grandes surfaces).

(v) en définitive donc l'exploitant agricole familial, si efficace soit-il (et il l'est), n'est qu'un « sous traitant » pris dans les pinces en amont de l'agro business (qui lui impose semences sélectionnées, demain OGM), de l'industrie (qui fabrique les équipements et les produits chimiques), de la finance (qui lui donne les crédits nécessaires), en aval de la commercialisation par les grandes surfaces. Son statut est plus proche de celui de l'artisan (producteur individuel) exploité naguère dans le cadre du putting out (le tisserand dominé par celui qui lui fournissait le fil et écoulait ses tissus)

**4.** L'agriculture paysanne des pays du Sud est, elle aussi, bel et bien intégrée dans le capitalisme local et mondial. Dans ce sens elle n'est plus « traditionnelle » en dépit de quelques apparences ici et là. Mais elle n'est pas intégrée dans le capitalisme de la même manière que l'agriculture familiale moderne de l'Europe et des Etats-Unis. Question de degré seulement ?

L'examen de l'état des lieux fait immédiatement apparaître les convergences et les différences entre les deux espèces d'économie « familiale ».

Différences gigantesques, visibles et incontestées : (i) l'importance de l'auto consommation dans les économies paysannes du Sud, seul moyen de survie pour les populations rurales concernées ; (ii) la faible efficacité de cette agriculture, non équipée en tracteurs et autres matériels, souvent micro fundiaire en termes de superficies des exploitations ; (iii) cette faiblesse se traduit par la pauvreté du monde rural considéré (trois quarts des victimes de la sous alimentation sont des ruraux) ; (iv) l'incapacité grandissante de ces systèmes d'assurer le ravitaillement alimentaire de leurs villes ; (v) la taille des problèmes, l'économie paysanne en question concernant près de la moitié de l'humanité.

En dépit de ces différences l'agriculture paysanne en question est déjà intégrée dans le système capitaliste global dominant. Dans la mesure de ses contributions au marché elle dépend d'inputs achetés (au moins produits chimiques et semences sélectionnées) et est victime des oligopoles qui contrôlent la commercialisation de ses produits. Pour les régions ayant « bénéficié » de la « révolution verte » (la moitié de la paysannerie du Sud) les ponctions opérées sur la valeur des produits par le capital dominant en amont et en aval sont extrêmement lourdes. Mais elles le sont également, en termes relatifs, pour l'autre moitié de la paysannerie du Sud, compte tenu de la faiblesse de sa production.

S'agit-il seulement donc d'une question de « degré », celui de l'intégration des paysans du Sud d'aujourd'hui rappelant celui des paysans de l'Europe du XIXe siècle ? Dans ce cas on serait tenté de penser, comme veut le faire croire le discours conventionnel dominant, que la transition, si longue et pénible soit-elle (mais « inévitable ») conduira finalement à une situation analogue à celle des pays développés.

L'analyse que nous avons développée à partir de l'observation des faits et des tendances qui commandent l'évolution oblige à rejeter catégoriquement cette conclusion « heureuse » et « facile » (mais fausse !). Le développement inégal immanent au système global de l'accumulation mondialisée rend illusoire la possibilité d'absorber la moitié paysanne de l'humanité dans des formes du développement industriel à la fois « compétitives » et respectueuses des exigences de l'équilibre écologique de la Planète.

**5.** Il existe des entreprises capitalistes dans l'agriculture, commandées, comme les autres, par la recherche du profit maximal du capital investi. Les entreprises familiales modernes et les économies paysannes ne répondent pas à ce critère. Ici l'agriculteur cherche seulement la meilleure rémunération possible (ou la moins mauvaise en fait le plus souvent) pour son travail. Il se comporte comme un travailleur, qualifié certes ; mais il n'est pas un entrepreneur (même lorsqu'il se pense comme tel !). Car tout se passe, dans le capitalisme réellement existant, comme si ce travailleur était en fait exploité par le capital qu'il met en œuvre et qui est juridiquement sa propriété, puisque les profits qu'on doit attribuer à ce capital vont à d'autres. Cette agriculture familiale moderne trouve sa place dans le capitalisme central dominant, l'agriculture paysanne dans le capitalisme périphérique dominé. De ce fait, dans ce domaine comme dans les autres, les voies du développement qui ont façonné les centres modernes ne peuvent être reproduites dans les périphéries.

L'expression « agriculture capitaliste » pour désigner dans son ensemble l'agriculture des centres capitalistes contemporains (a fortiori l'agriculture à l'échelle de l'ensemble du monde moderne) n'est pas scientifiquement rigoureuse. Son emploi ambigu, risque alors d'inspirer des déductions politiques dangereuses. Il n'en reste pas moins que la réalité économique, sociale et politique que représente le monde des agriculteurs opérant dans le capitalisme central contemporain est fort différent de celle des sociétés paysannes du Sud.

Le préjugé « eurocentrique » ne permet pas de saisir la portée de cette différence. Les paysans du Sud seraient appelés à disparaître pour laisser la place à des agriculteurs semblables à ceux du Nord ; car il n'y aurait pas de « voie de développement » autre que celle initiée par « l'Occident » (en fait le capitalisme historique, qui est effectivement né en Europe occidentale). Les « experts » de la Banque Mondiale sont « viscéralement » incapables de penser autrement. Le passage par l'appropriation privative du sol défendue par toutes les grandes agences du développement étatsuniennes et européennes est alors proposé comme le moment nécessaire incontournable du « progrès ». Que cette voie ait été l'exception et non la règle dans l'histoire (Cf. Samir Amin, Les réformes foncières nécessaires en Asie et en Afrique) ne perturbe aucune de leurs certitudes. Que par ailleurs la « disparition des paysans du Sud » n'est possible que si l'on procède à leur extermination franche (le génocide) ou déguisée (en construisant la Planète des bidonvilles) ne perturbe pas davantage nos défenseurs de la voie capitaliste. La moitié de l'humanité que représentent les paysanneries du Sud constitue une gigantesque réserve pour le déploiement d'un capitalisme terriblement sauvage. Au-delà des discours hypocrites sur la pauvreté les politiques préconisées par les forces dominantes visent à soutenir ce modèle inhumain « d'enclosures à l'échelle mondiale ». Sans doute la défense des sociétés paysannes est-elle parfois assurée par un de ces discours que j'ai qualifiés de « culturaliste » (mettant l'accent et faisant l'éloge des « spécificités culturelles ») qui n'est pas le mien. C'est dire que la mise en œuvre de voies nouvelles du développement au bénéfice de tous les peuples de la planète et, pour ce qui nous concerne ici, de tous leurs paysans reste à inventer.

L'objet de cette note n'est pas de donner une réponse immédiate à ce défi, mais celui du projet dans son ensemble, notamment dans sa troisième phase que nous abordons maintenant, est bien de contribuer au débat concernant la construction des alliances politiques nécessaires et possibles qui permettent d'avancer en direction de cette réponse.

Ces alliances doivent être construites partout, au Nord et au Sud, aux plans nationaux d'abord, régionaux s'il y a lieu et évidemment mondial. Elles doivent permettre de faire avancer des solutions (dans l'intérêt des paysans travailleurs bien sûr) à tous les problèmes posés : accès au sol et aux moyens de le mettre en valeur convenablement, rémunération correcte du travail paysan, amélioration de cette rémunération en parallèle à celle de la productivité de ce travail, régulation convenable des marchés.

Je n'ai pas la naïveté de penser que tous les intérêts que ces alliances pourraient rassembler sont naturellement convergents. Dans toutes les paysanneries il y a des riches et des pauvres (parfois sans terre). Les conditions d'accès au sol sont le produit de trajectoires historiques différentes qui ont, pour les uns, ancré l'aspiration à la propriété dans les mentalités, pour les autres protégé les droits à l'accès au sol du plus grand nombre. Les rapports des paysanneries au pouvoir d'Etat sont aussi le produit de parcours politiques différents, notamment en ce qui concerne les mouvements de libération nationale d'Asie et d'Afrique : populismes, démocraties paysannes, autocraties d'Etat anti paysannes traduisent la diversité de ces héritages. Les modalités de gestion des marchés internationaux favorisent les uns, pénalisent les autres. Ces divergences d'intérêts trouvent leur écho parfois dans la multiplicité des organisations paysannes, souvent dans les divergences de stratégies politiques adoptées. Les débats que nous souhaitons animer avec ces organisations paysannes, leurs coordinations régionales quand il y a lieu, et Via Campesina au niveau mondial devraient nous permettre d'avancer dans les réponses aux questions posées ici.